

Avis n°2022-05  
présenté au nom de la commission Tourisme  
par **Michèle LEPOUTRE**

---

## Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) 2022-2028

12 mai 2022



Avis n° 2022-05  
présenté au nom de la commission Tourisme  
par **Michèle LEPOUTRE**

12 mai 2022

**Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL)  
2022-2028**

Certifié conforme

Le président

**Eric BERGER**

# Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

## Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) ;
- Le Code du tourisme, notamment ses articles L 131-1 et L 131-7 ;
- L'avis du Ceser n°2014-10 du 13 novembre 2014 et le rapport relatif à « l'opportunité d'une candidature de Paris/Ile-de-France à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 » rédigé au nom de la commission Tourisme, sports et loisirs par Jean-Jacques DRET ;
- L'avis du Ceser n°2016-19 du 8 décembre 2016 et le rapport « Bienvenue en Ile-de-France : mythe ou réalité ? » présenté au nom de la commission Tourisme, sports et loisirs par Philippe SOLIGNAC ;
- L'avis du Ceser n°2017-17 du 16 novembre 2017 « Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 » présenté au nom de la commission Tourisme par Michèle LEPOUTRE ;
- L'avis du Ceser n°2019-09 du 12 septembre 2019 « Marque « Visit Paris Region » : Bilan et propositions en matière de tourisme », présenté au nom de la commission Tourisme par Isabelle DELEU ;
- L'avis du Ceser n°2019-14 du 14 novembre 2019 et le rapport « Ruralité, égalité, fraternité : pour une campagne au cœur de la région capitale », présenté au nom de la commission Agriculture, ruralité et espaces naturels par Anne GBIORCZYK ;
- L'avis du Ceser n°2020-06 du 14 septembre 2020 « La société civile francilienne face à la crise », présenté par Mireille FLAM ;
- L'avis du Ceser n°2020-11 du 14 septembre 2020 « Quelle contractualisation avec l'État (CPER) pour la relance en Ile-de-France après la crise sanitaire ? », présenté par Denis REMOND ;
- La contribution du Ceser du 29 avril 2021 « Pour un aménagement concerté et équilibré des franges franciliennes : quelles nouvelles coopérations interrégionales ? », présentée au nom de la commission Aménagement du territoire par Camille MONTUELLE ;
- L'avis du Ceser n°2021-05 du 29 janvier 2021 « Les défis de la mobilité pour les usagers des transports dans les franges franciliennes », présenté au nom de la commission Transports et mobilités par Jean-Loïc MEUDIC ;
- L'avis d'étape du Ceser n°2021-21 du 8 décembre 2021 « Bilan du Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs SRDTL 2017-2021 » présenté par Michèle LEPOUTRE ;
- Le rapport de la Présidente du Conseil régional et la délibération CR n°2020-029 du 11 juin 2020 décidant le lancement du processus d'élaboration du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) 2022-2028 conformément à l'article L 131-7 du Code du tourisme ;
- Le courrier de la Présidente du Conseil régional en date du 28 février 2022, saisissant le Ceser pour avis relatif au projet de Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) 2022-2028 et en transmettant le projet.

## Considérant :

- Que le secteur du tourisme a été l'un des plus impactés par la crise sanitaire avec une très forte diminution de la clientèle internationale et une mutation profonde et durable du tourisme d'affaires qui représentait avant 2020 environ un tiers de l'activité touristique de l'Ile-de-France ;

- Que la nécessité d'un tourisme plus durable avec des impacts maîtrisés sur l'environnement et la vie quotidienne des Franciliennes et des Franciliens est à prendre en compte de façon urgente ;
- Que la région Ile-de-France dispose d'importants atouts que sont sa position géographique, son patrimoine culturel et artistique exceptionnel et son niveau très élevé dans l'imaginaire des clientèles internationales ;
- Que la crise sanitaire a mis en lumière l'importance de cette activité pour la région Ile-de-France et par sa violence a amené tous les acteurs de la filière à coopérer ;
- Que le secteur touristique doit s'adapter à une diminution durable du tourisme d'affaires, impacté par le développement du télétravail et des réunions en visioconférence et qu'un nouveau modèle est à réinventer ;
- Que dans le monde institutionnel (loi NOTRe), le tourisme est une compétence partagée et donc que la coordination entre tous les acteurs est indispensable.

## **Emet l'avis suivant :**

### **Introduction**

Venant après deux années de crise sanitaire, 2022 est l'année d'une reprise de l'activité touristique qui a été touchée de plein fouet. Cette crise a mis en lumière l'importance du tourisme dans l'économie francilienne et a amené tous les acteurs à se rapprocher. C'est dans ce contexte de mutation que le projet de Schéma Régional du Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) pour les années 2022-2028<sup>1</sup> a été écrit.

Depuis plusieurs années le Ceser appelle, et cela bien avant la crise sanitaire, à une prise en compte beaucoup plus importante de la clientèle nationale et également de la clientèle francilienne.

La crise sanitaire a prouvé l'importance de cette clientèle. Elle est essentielle pour deux raisons : elle est un élément stable et récurrent, de plus à bas impact carbone (circuit court) et elle est le meilleur ambassadeur de la région. Les Franciliennes et les Franciliens seront heureux de faire partager aux visiteurs la fierté qu'ils éprouvent pour leur région, à condition toutefois que la fréquentation ne soit pas source de nuisances.

La violence de la crise a mobilisé tous les acteurs institutionnels ; passée la période du soutien, il est important de réfléchir à l'avenir de la filière qui est face à une mutation loin d'être terminée.

La crise sanitaire a mis en lumière la plus grande résilience des clientèles domestiques et européennes, tendance qui devrait se confirmer avec l'augmentation des prix de l'énergie et ses conséquences sur le coût des transports. Ce recentrage permet également de développer de nouveaux visages du tourisme régional avec la mise en valeur de thèmes comme la nature, la culture, le sport, le terroir et la convivialité.

Cet avis s'intéresse en premier lieu aux aspects qui relèvent de la stricte compétence régionale comme le rôle du Comité Régional du Tourisme (CRT), la politique de formation professionnelle ou l'accueil des touristes lors de leur arrivée en Ile-de-France, sans oublier la nécessaire cohérence du SRDTL avec les autres Schémas directeurs de la Région notamment le SDRIF-E.

Ensuite cet avis se penche sur les aspects plus économiques comme le tourisme d'affaires, le soutien à l'investissement, l'impact du numérique et les grands événements sportifs.

En dernière partie, il analyse les points liés à la répartition des flux touristiques en lien avec la politique du transport, celle de l'aménagement du territoire et la politique de développement durable.

---

<sup>1</sup> Dans les dispositions ci-dessous, le projet de Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) 2022-2028 est ainsi nommé « le Schéma » ou « le SRDTL ».

## **Article 1 : Cohérence de la filière tourisme**

Le Ceser relève que la nécessité d'une cohérence et d'une coordination des différentes politiques est souhaitée par la Région.

Une concertation a précédé l'élaboration de ce Schéma. Si le Ceser constate que de nombreuses réunions ont été tenues avec les acteurs, il regrette toutefois que la consultation par voie numérique n'ait pas fait l'objet d'une plus grande visibilité. Ses résultats ne sont d'ailleurs pas cités dans le Schéma.

Sont cités :

- La nécessité de mettre en cohérence le SRDTL avec les autres Schémas régionaux ;
- La volonté affichée de coordonner l'action régionale avec les départements, les intercommunalités et les communes franciliennes ;
- L'engagement dans le réseau européen ;
- La volonté de cohérence avec la politique nationale du tourisme ;
- La cohérence de la communication et de l'utilisation de la marque Visit Paris Région.

Devant la complexité institutionnelle que le Ceser continue à déplorer, le rôle essentiel de la Région est d'animer et de coordonner les politiques des acteurs de tous niveaux. La reconnaissance de l'expertise du Comité Régional du Tourisme sera indispensable pour permettre à la Région d'exercer cette fonction.

Le Ceser, devant la faiblesse des budgets régionaux consacrés au tourisme, craint que l'incitation financière ne soit d'un impact trop faible.

Le Ceser souligne la nécessaire articulation du SRDTL avec le SDRIF-E pour une meilleure efficacité et cohérence des politiques publiques régionales.

## **Article 2 : Le rôle du Comité Régional du Tourisme**

La Région donne au Comité Régional du Tourisme (CRT) des missions importantes :

- Mieux prendre en compte l'expérience clients dans les différentes enquêtes en y intégrant entre autres la mesure des avis clients (e-réputation) ;
- Au moyen de la formation, améliorer la qualité de l'accueil et le service rendu aux touristes ;
- Sensibiliser les acteurs à l'accueil des personnes en situation de handicap, tout particulièrement avec la tenue en 2024 des jeux paralympiques ;
- Être la fédération régionale des Offices du Tourisme ;
- Être le chef de file en matière de recueil et traitement des données d'observation de l'activité touristique en Ile-de-France.

Le Ceser approuve l'ambition affichée par le Schéma d'un meilleur regroupement des données existantes sur le tourisme francilien, sous l'égide du CRT. A cet égard, le Ceser propose le développement d'un système d'information, de collecte et d'analyse des données, partagé avec les acteurs franciliens du tourisme.

Le Ceser recommande que le CRT s'attache à recenser, encourager et promouvoir les initiatives très variées remontant du terrain, tout particulièrement celles portées par plusieurs opérateurs.

L'ensemble des initiatives prises en matière touristique par les différents acteurs (dont les départements et les intercommunalités), qui se manifeste déjà par l'édition de supports papier ou numériques souvent de grande qualité, devrait être mieux connu, en constituant une véritable base de données régionale. En outre, ces supports devraient concrétiser la politique de marque de la Région en conditionnant les aides régionales à l'utilisation de la marque « Visit Paris Region ».

## **Article 3 : Accueil des touristes**

La France, et tout particulièrement l'Ile-de-France qui en est souvent le point d'entrée, ont de nombreux atouts comme sa position stratégique et son patrimoine mais l'Ile-de-France est

également un lieu de transit ; c'est pourquoi une politique centrée sur la qualité de l'accueil des arrivants est essentielle.

Sur ce point, le Ceser note avec satisfaction la réflexion présentée sur les Points Information Tourisme (PIT) et les Centres d'accueil Régionaux du Tourisme (CaRT) : subvention de fonctionnement pour l'activité quotidienne et activité commerciale pour le développement et l'expérimentation. Il estime indispensable que des PIT soient mis en place dans les gares parisiennes en complément de celui existant dans la Gare du Nord.

Il regrette qu'avec la tenue des grands événements à venir comme la coupe du monde de rugby et les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) Paris 2024, le budget consacré à cet accueil soit gelé. Le Ceser rappelle à cet égard que l'accueil et l'orientation sont des missions de service public et demande ainsi la création de PIT sur les principaux sites d'accueil et de compétition des JOP Paris 2024.

#### **Article 4 : Renforcer la formation**

Le déficit de main d'œuvre dans ce secteur pose les questions des compétences et de l'attractivité des métiers du tourisme.

Face à ces défis, le Ceser invite la Région à appuyer les actions permettant une meilleure valorisation des formations du tourisme existantes et une meilleure adéquation des formations proposées aux évolutions du secteur. A cet égard, la naissance attendue de l'Agence régionale de l'orientation sous l'égide de Défi Métiers peut constituer un levier de valorisation des formations du tourisme.

Ces formations, constituées de deux filières, l'hôtellerie-restauration et le tourisme à proprement dit, regroupent aujourd'hui un peu plus de 12 000 élèves et étudiants, dont un tiers en Centres de formation des apprentis (CFA), majoritairement en formation pré-bac pour la première filière, exclusivement en formation post-bac pour la seconde<sup>2</sup>.

Le Ceser souligne la nécessité de disposer d'une carte des formations lisible et actualisée. A cet égard, il souhaite que le site Oriane<sup>3</sup> propose une information organisée par champs de formation et familles de métiers.

Le nombre de places dans les formations aux métiers du tourisme doit être rapidement augmenté et ce développement du nombre de places doit permettre d'enrichir prioritairement l'offre de formation publique, actuellement très minoritaire.

Le Ceser remarque que l'offre de formation tourisme en Ile-de-France est concentrée aujourd'hui sur les départements de Paris et de la Seine-et-Marne<sup>4</sup> ; le Ceser attire l'attention de la Région sur la nécessité de sa meilleure répartition dans les territoires franciliens.

Le Ceser appelle au démarrage concret du Centre des Métiers et des Qualifications (CMQ) du tourisme, évoqué dans le Schéma, et à sa mise en réseau avec les établissements franciliens proposant des formations tourisme.

Le Ceser prend acte de la volonté de la Région d'intégrer la question du multilinguisme dans les axes de développement des formations tourisme. A cet égard, il appelle la Région à soutenir la mobilité internationale des lycéens et étudiants franciliens en tourisme, soit par le soutien aux voyages d'études à l'étranger mis à mal ces dernières années, soit par le soutien à la mobilité internationale individuelle des élèves des filières du tourisme.

Le Ceser se réjouit du bon fonctionnement du dispositif des Volontaires du tourisme en Ile-de-France et en approuve le développement. Le Ceser insiste sur la nécessité d'une bonne coopération entre

---

<sup>2</sup> Source CREFOP-commission FIP janvier 2022 (filière hôtellerie-restauration-tourisme : 12359 élèves et étudiants à la rentrée 2020 : niveau V : 34,9 % ; niveau IV : 351 % ; niveau III et II (post-bac) 30 %.

<sup>3</sup> <https://www.oriane.info.fr>

<sup>4</sup> Source ONISEP site internet 11 avril 2022 répartition des BTS Tourisme en Ile-de-France : Paris 10, Seine-et-Marne 5, Yvelines 2, Essonne 3, Hauts-de-Seine 2, Seine-Saint-Denis 2, Val-de-Marne 2, Val-d'Oise 0. <https://www.onisep.fr/Ressources/Univers-Formation/Formations/Post-bac/bts-tourisme>

les organismes de formation, dont les lycées, les élèves et les entreprises et les sites du tourisme franciliens pour accroître les opportunités et les conditions de stage des jeunes en formation.

### **Article 5 : Jeunes, familles et tourisme social**

Le Ceser approuve la volonté exprimée dans le Schéma de fonder un nouvel équilibre entre les différentes clientèles et tout particulièrement de renforcer l'offre en direction des familles, des seniors et des jeunes.

Le Ceser soutient également l'idée de développer le tourisme social dans la région ainsi qu'une offre intergénérationnelle (grands-parents et petits-enfants par exemple) qui pourrait se matérialiser par des tarifs « familles » ou plus largement des tarifs « tribus ».

Le Ceser se réjouit de la volonté d'améliorer l'offre autour des douze îles de loisirs réparties sur le territoire régional avec le développement d'offres touristiques autour de ces îles, ciblé sur la mise en valeur du patrimoine de ces territoires et la mise en avant de l'offre sports de nature.

Le Ceser rappelle toutefois que la réussite de cette politique est liée au développement d'une offre de transport adaptée.

Le Ceser approuve la volonté de cibler les Franciliens dans les campagnes de communication et réitère sa demande de promouvoir des tarifs spéciaux pour les Franciliens dans tous les lieux touristiques. Ainsi, le Pass Navigo culture (réservé aux personnes résidant en Ile-de-France) doit être développé et surtout faire l'objet d'une promotion active. Par ailleurs, des réductions doivent être prévues pour les Franciliens ne disposant pas d'un Pass Navigo.

### **Article 6 : Le tourisme d'affaires**

Le Ceser partage le diagnostic formulé dans le Schéma sur le secteur du tourisme d'affaires et la volonté de développer une offre mixte tourisme d'affaires et de loisirs. Cependant, le Ceser appelle à une réflexion plus approfondie sur le tourisme d'affaires, confronté à des évolutions très importantes.

Dans ce secteur hyper concurrentiel, la Région compte poursuivre des actions qui ont fait leurs preuves comme le Pack Accueil Paris Région et le développement de la Market Place en partenariat avec tous les acteurs et tout particulièrement la CCI Paris Ile-de-France, ainsi que la poursuite de la politique de rénovation des espaces de congrès et de salons.

Elle met également l'accent sur la sécurité sanitaire et la sécurité des personnes et des biens. Le Ceser réaffirme que les thématiques de sécurité relèvent avant tout de la compétence de l'Etat.

Le Ceser trouve intéressante la piste du développement d'une offre hybride mêlant affaires et loisirs mais estime que la réflexion sur ce point n'est pas à la hauteur des enjeux. Le Ceser recommande de mettre en place un observatoire du tourisme d'affaires avec des indicateurs précis, ceci afin d'anticiper les évolutions de ce secteur. Il préconise notamment de confier au CRT une étude sur la faisabilité de l'adaptation de certains sites en partenariat avec les chambres de commerce et l'ensemble des acteurs privés concernés.

### **Article 7 : Le soutien à l'investissement**

C'est par le canal du Fonds régional pour le tourisme, dont le règlement a été modifié en 2021, que la Région soutiendra l'investissement.

Renouvellement de l'offre, innovation, transition numérique et valorisation sur l'ensemble du territoire seront les critères de sélection des projets soutenus.

Le Ceser s'inquiète qu'avec un budget de 21,7 millions d'euros mobilisés de 2017 à 2021<sup>5</sup> la Région ne se présente pas suffisamment comme un acteur majeur de l'investissement touristique.

---

<sup>5</sup> Projet de SRDTL, « le Fonds régional du tourisme ... », p6.

Le Ceser regrette que jusqu'à présent seuls des projets avec un minimum de visiteurs soient soutenus, ce qui, ajouté à la complexité administrative des dossiers, exclut de fait tous les projets plus modestes sur tout le territoire, en particulier les territoires ruraux pourtant visés dans le Schéma. Le Ceser estime que la récente modification du règlement d'accès au Fonds régional pour le tourisme sera sans effet sur ce point.

Le Ceser regardera avec intérêt l'action de la toute nouvelle Foncière Ile-de-France Tourisme et Territoires dédiée au tourisme ainsi que la reconversion de friches en cohérence avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII 2022-2028).

### **Article 8 : Accueil des grands événements sportifs et tourisme en Ile-de-France**

La région accueille entre 30 et 40 grands événements sportifs chaque année positionnant le sport comme outil de promotion et d'animation du territoire.

Le Ceser encourage le lien entre sport et tourisme pour favoriser une synergie gagnante-gagnante. L'Ile-de-France qui s'apprête à accueillir les JOP Paris 2024, confortant ainsi sa place de leader en termes d'attractivité du territoire et d'accueil des grands événements sportifs, doit permettre de transformer le « supporter » sportif en touriste à part entière qui viendra soutenir son équipe et son sport mais également découvrir la ville-hôte et sa région en participant à l'activité économique.

Qu'il s'agisse des Jeux Olympiques et Paralympiques, de la Coupe du Monde de rugby, du Tour de France, de championnats tels que la Ligue des Champions, ou du tennis à Roland Garros, le tourisme sportif peut facilement transformer des milliers de supporters en visiteurs.

L'organisation de grands événements sportifs est le reflet d'une politique sportive et événementielle qui impacte positivement les acteurs du tourisme en confortant une image du territoire francilien qui rayonne à l'international.

Le Ceser approuve le constat que les grands événements sportifs sont un véritable support de notoriété pour le territoire. Ainsi, le tourisme devra être l'un des grands gagnants des Jeux Paris 2024

### **Article 9 : Innovation et numérique**

Ce critère est présenté comme essentiel dans l'évolution de la filière et la Région soutiendra les start-up jugées innovantes. Si le Ceser approuve cette reconnaissance de l'importance du numérique, il regrette que les critères d'analyse du caractère innovant ne soient pas définis.

D'autre part, le Ceser rappelle, sans négliger l'apport du numérique, que la relation humaine dans le tourisme tient un rôle essentiel.

Par ailleurs, le Ceser souligne qu'une part très importante des recettes touristiques est captée par des sites numériques commerciaux non localisés sur le territoire national, comme Booking.com, Viator, Expedia ou Airbnb. Il regrette qu'aucune action visant à diminuer cette part ne soit reprise dans le Schéma.

Le Ceser rappelle néanmoins que cet état de fait peut changer rapidement, que de nouvelles start-up françaises se mettent en place sur le secteur et que des actions de soutien et de partenariat pourraient rapidement être mises en place dans le cadre de ce SRDTL.

Pour exemple, la plate-forme Patrivia et son Pass Patrimoine lancés dès 2016, permettant la visite de plus de 600 châteaux, sites culturels, monuments, parcs et jardins publics ou privés ouverts à la visite dans toute la France et donc bien sûr en Ile-de-France<sup>6</sup>.

Le Ceser propose qu'une partie du budget régional consacré au numérique puisse être dédié au financement d'un meilleur référencement des sites touristiques publics sur les grands moteurs de recherche.

---

<sup>6</sup> <https://pativia.net>. Fondée en partenariat avec l'association de propriétaires Les Vieilles Maisons Françaises, forte de 15 000 adhérents, partenaire de la Fondation du Patrimoine, Patrivia étend année après année son champ d'action. Parmi les sites proposés en Ile-de-France, le Musée d'Ecouen, le Château de Dampierre, le musée de l'Armée - Hôtel des Invalides...



Le site du CRT ou les sites officiels pourraient renvoyer vers ces sites internet de plateforme plus qualitatifs. Une réflexion approfondie doit être menée sur la cohérence et la mise en réseau de ces différents sites et leur harmonisation sur le plan technique et informatique.

### **Article 10 : Répartir les flux sur l'ensemble du territoire régional**

Le Ceser se réjouit que le SRDTL mette en avant la volonté de développer le tourisme dans les territoires les plus éloignés du cœur de la Région. Cette orientation répond à plusieurs problématiques : désengorger les sites emblématiques, prolonger les séjours, répondre à une exigence de nouveauté, valoriser les territoires.

Le Ceser propose de mettre en place des parcours thématiques dans les territoires ruraux comme les matériaux biosourcés autour du chanvre, le circuit de l'orge à la bière avec cultures et visites de brasseries, le circuit du blé au pain avec visite de ferme et moulin<sup>7</sup> avec fabrication du pain par les visiteurs.

Le Ceser remarque qu'une telle orientation peut s'appliquer aux territoires péri-urbains, souvent méconnus, riches d'un patrimoine architectural ou historique encore trop peu mis en exergue auprès des touristes nationaux et même franciliens<sup>8</sup>.

La sortie du confinement a fait découvrir aux Franciliens la richesse de la région et a fait émerger la présence de nombreux produits locaux, de savoir-faire. Le Ceser approuve la proposition du Schéma de mener des actions en partenariat avec Ile-de-France Terre de saveurs ou la marque Produit en Ile-de-France.

Le Ceser déplore le manque de communication autour du label d'intérêt régional mis en place par le Service patrimoine - inventaire de la Région : les Plages de l'Isle-Adam, l'Architecture Pouillon en Ile-de-France, les Murs à pêches de Montreuil, etc.

Le Ceser appelle dans le cadre de ce SRDTL à une mise en cohérence de ces initiatives et dispositifs, surtout s'ils sont pilotés par la Région. Il invite à mettre en place des parcours découvertes sur les thématiques patrimoniales, gastronomiques, découvertes de savoir-faire ; ceux-ci pouvant s'insérer dans les grandes manifestations que sont la « semaine du goût », « les journées du patrimoine », voire les grands salons spécialisés.

Il encourage la mise en place d'actions de partenariat avec les grands acteurs du patrimoine, du loisir culturel pris au sens large et les festivals : « Lire en fête », « Nuit des Musées », circuit « Maisons d'illustres »...

### **Article 11 : La problématique du transport**

Le Ceser regrette que les objectifs d'accessibilité par les transports en commun de nombreux sites touristiques évoqués dans le SRDTL 2017 - 2021 n'aient pas été atteints. Il rappelle à cet égard que, la moitié des 261 sites répertoriés par l'Institut Paris Région sont à plus de 20 minutes de marche d'une gare<sup>9</sup>. Ce constat concerne également les Parcs naturels régionaux (PNR) et les îles de loisirs. Il déplore ainsi que l'accès à des sites majeurs reste problématique et onéreux pour les visiteurs dépourvus de véhicule personnel ou ne souhaitant pas l'utiliser.

Le Ceser approuve par conséquent la prise de conscience de cette situation dans le futur SRDTL, matérialisée par la reconnaissance du rôle privilégié des transports en commun pour les déplacements touristiques et il note avec satisfaction que des appels à projet seront lancés avec le soutien de la Région pour résoudre ce problème.

Il considère que la proposition de créer des « maisons des mobilités actives » à proximité de quelques gares clés telles que Fontainebleau, Meaux ou encore Rambouillet s'inscrit dans ce Schéma. De telles réalisations devraient associer étroitement les collectivités locales, les acteurs du tourisme, les transporteurs. Le Ceser signale à titre d'exemple, l'existence de « l'Aiguillage » à

---

<sup>7</sup> Par exemples le moulin de Cerny dans l'Essonne ou celui de Semplin à Montfermeil en Seine Saint-Denis.

<sup>8</sup> Quelques exemples de lieux, mais la liste est longue : le Parc de la Poudrerie à Sevran-Livry, le Parc de la Vallée aux loups et la Maison de Chateaubriant à Chatenay-Malabry, la Roseraie de L'Hay-les-Roses, la cité Meunier à Noisiel, lieux emblématiques de notre histoire, malheureusement sous visités ...

<sup>9</sup> Institut Paris Région, Tourisme et transport local en Ile-de-France, panorama du tourisme et desserte des sites par le réseau de transport en commun, novembre 2020, p 41

Saint-Rémy les Chevreuse au terminus du RER B et à proximité du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse et appelle à s'inspirer de réalisations conduites dans d'autres régions.

En outre, pour les touristes occasionnels ou les Franciliens, la possibilité, ouverte depuis cette année, de voyager sur les lignes Transilien en utilisant des billets origine/destination à prix plafonné quelle que soit la destination dans la région devrait faire l'objet d'une large information.

Afin d'enrichir la mobilité des visiteurs, au bénéfice des sites les moins bien desservis, le Ceser suggère que la Région facilite partout l'intégration d'offres de mobilités actives aux pass transports en commun des visiteurs occasionnels. Cela concerne en priorité les solutions vélo et en particulier Vélib Métropole dont le pass 1-3 jours devrait être intégré au Paris Région Pass. Cela pourrait aussi concerner des solutions de navettes autonomes qui auraient le mérite de rendre des sites accessibles. L'intégration de ces solutions aux pass pouvant peut-être constituer une voie de leur solvabilité.

## **Article 12 : Marges, franges et coopérations interrégionales**

Le Ceser souhaite insister sur la nécessité de mettre en place des coopérations interrégionales solides pour le développement du tourisme et des loisirs.

Les Franciliennes et Franciliens doivent avoir accès aux activités touristiques et de loisirs de proximité, au sein de leur bassin de vie et bassin de déplacement. Il s'agit donc de dépasser les limites administratives et de permettre que les activités de tourisme et de loisirs puissent concourir à l'équilibre territorial et au polycentrisme hiérarchisé. Il est notamment rappelé que les activités de tourisme et de loisirs contribuent au développement de l'économie présentielle.

Dans cette optique, le Ceser appelle à prendre exemple sur le projet « Normandie - Paris Île-de-France destination Impressionnisme », que la Région souhaite poursuivre dans le cadre du nouveau SRDTL, a minima jusqu'en 2028<sup>10</sup>. Ce type de projet interrégional est en effet une réussite en matière de coopération entre deux Régions. En outre, une démarche de concertation interrégionale pourrait s'appliquer pour les futurs projets à venir le long de la Seine et de ses rivières de la Marne et de l'Oise<sup>11</sup>, celles-ci traversant d'autres territoires régionaux. A ce sujet, le développement du tourisme fluvial<sup>12</sup> le long du Loing pourrait être cité comme exemple, avec des activités significatives s'étendant de Briare/Montargis (Loiret) à Thomery/Saint-Mammès (Seine-et-Marne)<sup>13</sup>.

Une attention particulière devrait également être portée aux habitants des territoires des franges franciliennes, qui doivent constituer des populations cibles du développement des activités de tourisme et de loisirs, et au patrimoine de ces territoires dont l'accessibilité mérite d'être renforcée<sup>14</sup>. En ce sens, l'offre nature, le soutien au développement des hébergements ruraux et les appels à projets « Dernier kilomètre » à destination des départements, des intercommunalités et des Parcs naturels régionaux sont à saluer.

## **Article 13 : Développement durable**

Affichée par l'Exécutif régional, souhaitée par les habitants, cette thématique prend tous les jours de l'importance dans les critères de choix des différentes clientèles. Elle est présente dans de nombreux points de cet avis comme la répartition des flux touristiques, la problématique des transports et le développement des franges et de la coopération interrégionale.

Le Ceser se réjouit de l'engagement de la Région dans le développement de l'offre vélo loisirs avec le futur réseau RER V et la communication autour des véloroutes nationales et internationales qui traversent l'Île-de-France. Le Ceser attend avec impatience l'étude confiée au CRT sur la

---

<sup>10</sup> Projet de SRDTL, pages 46-50

<sup>11</sup> Projet de SRDTL, page 58

<sup>12</sup> On appelle tourisme fluvestre, l'ensemble des activités touristiques liées au fleuve.

<sup>13</sup> Ceser Ile-de-France et Centre-Val de Loire, *Pour un aménagement concerté et équilibré des franges franciliennes, quelles nouvelles coopérations interrégionales ?* mars 2021

<sup>14</sup> Ceser Ile-de-France, *Les défis de la mobilité pour les usagers des transports dans les franges franciliennes*, janvier 2021

Francilienne du vélo ainsi que la création d'un observatoire du cyclotourisme (encore à l'état de projet).

Par ailleurs, comme l'a souligné le récent rapport de Régions de France<sup>15</sup>, le Ceser souhaite inciter la Région à soutenir « les projets d'itinérance sur l'ensemble du territoire, notamment autour de la randonnée et du vélotourisme avec une stratégie partagée entre le niveau national et les territoires », au-delà même des limites administratives régionales.

Valoriser et développer les politiques touristiques mises en œuvre dans les Parcs naturels régionaux autour des pratiques de tout type de randonnée est un axe à favoriser.

Le Ceser approuve que la haute qualité environnementale soit un critère de choix de financement des projets d'hébergements touristiques soutenus par la Région.

## **En conclusion**

La crise sanitaire traversée pendant deux ans a mis en évidence l'importance de l'économie touristique et les mutations importantes auxquelles ce secteur doit faire face. Ce Schéma témoigne une prise de conscience de cette situation.

La politique du tourisme est à la charnière de plusieurs politiques régionales : transports, développement économique, aménagement du territoire. La difficulté en est accrue de part une gouvernance complexe.

Le CRT doit être reconnu en tant que coordinateur et animateur des acteurs du tourisme dans la région. Son rôle est essentiel dans la promotion des actions de terrain et la mise en cohérence de tous les échelons, particulièrement des différents systèmes d'information.

Le Ceser estime qu'il faut anticiper la mutation du tourisme d'affaires et accompagner les acteurs concernés.

Le Ceser réaffirme la nécessité d'une mise en cohérence totale de ce Schéma avec le SDRIF-E.

Le Ceser regrette le manque d'indicateurs pour évaluer les politiques touristiques et appelle à la mise en place de ces indicateurs pour pouvoir évaluer au cours des prochaines années la réussite de ce Schéma. Il souhaite qu'une réflexion soit menée sur la collecte et l'agrégation des données relatives au tourisme.

---

### **Cet avis a été adopté :**

Suffrages exprimés : 155

Pour : 152

Contre : 1

Abstentions : 2

Ne prend pas part au vote : 0

---

<sup>15</sup> Régions de France, *Plaidoyer pour un tourisme d'excellence, numérique et responsable*, mars 2022 - proposition n°12

